85 ème rapport annuel

CCNAC

CAISSE CANTONALE NEUCHATELOISE D'ASSURANCE- CHÔMAGE

ANNEE 2012

Table des matières

Introduction **1**

Structure de la CCNAC *1*

Administration Centrale **2**

Les Agences *2*

Organigramme au 31.12.2012 ..... *3*

Généralités **4**

Conjoncture *4*

Le chèque-Emploi *5*

Evolution du nombre d'assurés inscrits **6**

Evolution du nombre d'indemnités versées **7**

Evolution du montant des indemnités versées **8**

Evolution du nombre d'hommes et femmes au chômage **9**

Nombre de personnes par gains assurés *10*

Nombre de personnes par classe d'âge *11*

Le service juridique **12**

Tendance des trois dernières années *13*

Les décisions administratives *14*

Décisions prises par la Cour de droit publique *15*

Les indemnités versées aux entreprises **16**

Les chiffres clés *16*

Les chiffres pour l'ensemble du pays *17*

La Comptabilité **18**

Tableau d'évolution des créances de la caisse *18*

Compte d'exploitation 2011 ..... *19*

Bilan 2011 ..... *20*

Le centre suisse de Microfilmage **21**

Statistiques des machines *22*

Volume des données détruites *23*

Laboratoire de développement *24*

Fonds cantonal d'insolvabilité **25**

Charges comptabilisées en 2011 ..... *26*

Compte d'exploitation et bilan 2011 ..... *27*

Subventions cantonales aux primes APG **28**

INTRODUCTION

En vertu de l'article 22, alinéa 2, de l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976 instituant l'assurance-chômage obligatoire, la République et canton de Neuchâtel gère à titre de fondatrice, à partir du 1er avril 1977, la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage (ci-après CCNAC).

STRUCTURE

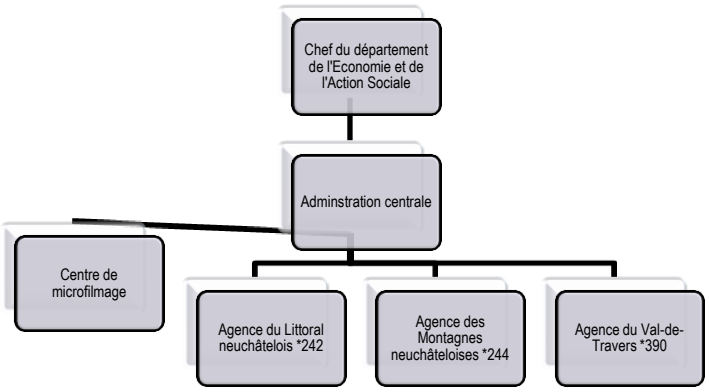
La CCNAC, rattachée au Département de l'Economie et de l'action sociale, est constituée d'une administration centrale, de deux offices de paiement et d'une antenne pour le Val-de-Travers.

La CCNAC est au service des personnes et des entreprises situées dans le Canton de Neuchâtel pour leur verser les prestations auxquelles elles ont droit, d'une part, et répondre à toutes les questions relatives au droit du travail, d'autre part. A cet effet, elle met à disposition son service juridique.

De plus, la CCNAC assure un mandat de prestations confié par Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) soit, le centre suisse de microfilmage.

Suite au décès subit de Monsieur Cousin, Directeur de la caisse paritaire interprofessionnelle de chômage de Fleurier (CPIC), survenu le 7 janvier 2011, la CCNAC a été contrainte d'assumer, dès cette date, la gestion de cette entité.

Après la faillite de l'association et après analyse de la situation, la CCNAC (en accord avec le DEC) a décidé de reprendre l'ensemble du personnel et des structures existantes afin de créer une nouvelle agence CCNAC au Val-de-Travers dès le 25 novembre 2011.

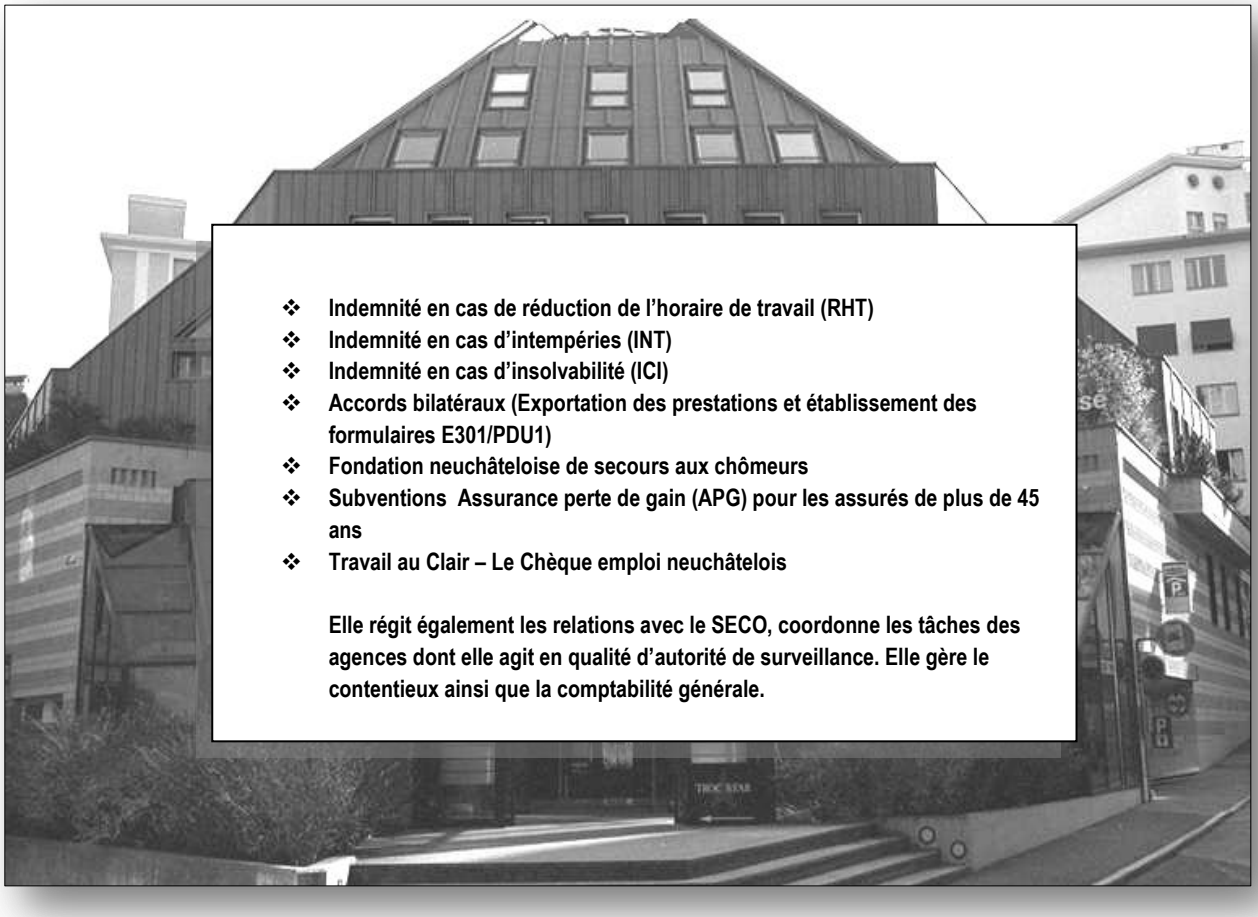


***242 Agence du Littoral neuchâtelois**	**Communes des districts de Neuchâtel et de Boudry + Val-de-Ruz (partiellement)**
***244 Agence des montagnes neuchâteloises**	**Communes des districts de la Chaux-de-Fonds et du Locle + Val-de-Ruz (partiellement)**

***390 Agence du Val-de-Travers**	**Communes du Val-de-Travers**

ADMINISTRATION CENTRALE

L'administration centrale a pour tâche principale, l'application des dispositions légales suivantes :



- **Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT)**
- **Indemnité en cas d'intempéries (INT)**
- **Indemnité en cas d'insolvabilité (ICI)**
- **Accords bilatéraux (Exportation des prestations et établissement des formulaires E301/PDU1)**
- **Fondation neuchâteloise de secours aux chômeurs**
- **Subventions Assurance perte de gain (APG) pour les assurés de plus de 45 ans**
- **Travail au Clair – Le Chèque emploi neuchâtelois**

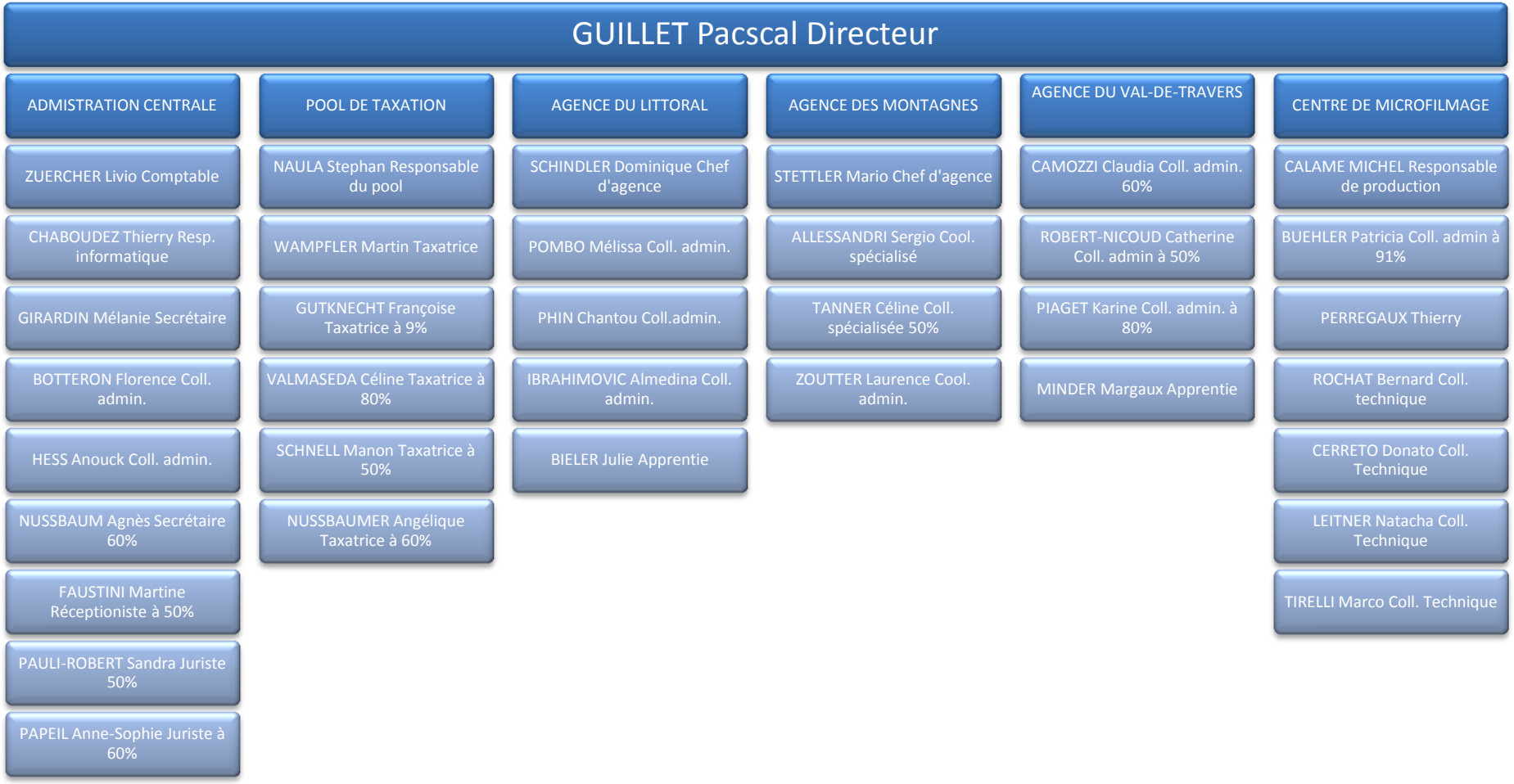
Elle régit également les relations avec le SECO, coordonne les tâches des agences dont elle agit en qualité d'autorité de surveillance. Elle gère le contentieux ainsi que la comptabilité générale.

LES AGENCES

Les agences des Montagnes et du Littoral s'occupent de la constitution des dossiers et du versement des indemnités en cas de chômage complet.

Celle du Val-de-Travers, en plus de ces mêmes tâches, assume en plus les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail et des intempéries. Elle traite également une partie des tâches concernant les accords bilatéraux.

ORGANIGRAMME – ETAT AU 31 DECEMBRE 2012



GÉNÉRALITÉS

Durant l'exercice 2012, la conjoncture économique a poursuivi son amélioration et les effets du franc fort ne se sont pas encore fait sentir tant au niveau de l'évolution du nombre de bénéficiaires que des entreprises ayant fait appel aux prestations en cas de réduction de l'horaire de travail.

Pour la troisième fois en 2012, la caisse a procédé à des vérifications sur la base de la loi sur le travail au noir grâce à des listes fournies par le SECO provenant de la mise en relation entre les données de l'assurance-chômage et de l'AVS.

Plusieurs contrôles ont débouché sur des demandes de restitution de prestations indûment touchées et sur des procédures pénales.

De nouveaux contrôles sont prévus durant le premier semestre 2013.

Les principaux indicateurs 2012 sont les suivants :

- 424'985 indemnités de chômage ont été octroyées par notre caisse, contre 454'877 en 2011

- Le montant des prestations de chômage allouées par la CCNAC a enregistré une diminution passant de 67.3 millions de francs en 2011 à 63.3 millions en 2012.

LE CHÈQUE-EMPLOI

Depuis 7 ans, le Canton de Neuchâtel, par le biais de la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage et en collaboration avec les Villes de La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et Le Locle, propose à sa population la mise à disposition d'un système de chèque emploi pour les emplois de proximité. Cet outil permet de simplifier les démarches administratives pour l'annonce aux assurances sociales de travailleurs occupés dans le cadre de l'économie domestique.

Tant les employeurs souhaitant clarifier les rapports de travail qu'ils entretiennent avec leurs employés, que les employés concernés ont salué le dispositif mis en place et le succès ne cesse de se confirmer au fil des années.

Cet outil répond parfaitement aux attentes émises lors de la création de la société par les membres fondateurs, en particulier en conférant une couverture sociale appropriée à de nombreuses personnes qui en étaient jusque-là dépourvues.

Depuis plusieurs années, le conseil d'administration souhaitait procéder au remplacement de l'outil informatique utilisé par TAC Sàrl et avait mandaté la Direction d'entreprendre les démarches nécessaires afin d'évaluer les possibilités d'acquisition d'un nouveau logiciel. Après avoir fait un appel d'offre auprès de plusieurs entreprises susceptibles de remplir le mandat, le choix du conseil d'administration s'est finalement porté sur le SIEN (Service informatique de l'entité neuchâteloise).

Depuis le second semestre 2012, de nombreuses heures de travail ont été consacrées au développement et à la préparation de la migration des données. Cela se traduit par un nombre d'heures de travail sensiblement plus élevé que les années passées. Cette situation devrait encore perdurer durant le premier semestre 2013 avec la migration proprement dite et la prise en main du nouvel outil informatique. Les premiers résultats tangibles sur le fonctionnement de TAC Sàrl ne sont attendus que depuis le second semestre 2013.

Avec près de 4,3 millions de masse salariale déclarée aux assurances sociales en 2012, les résultats de TAC Sàrl ont encore sensiblement progressé.

Dès 2011, TAC Sàrl est soumise à la TVA et ces nouvelles charges viennent grever les comptes de manière significative.

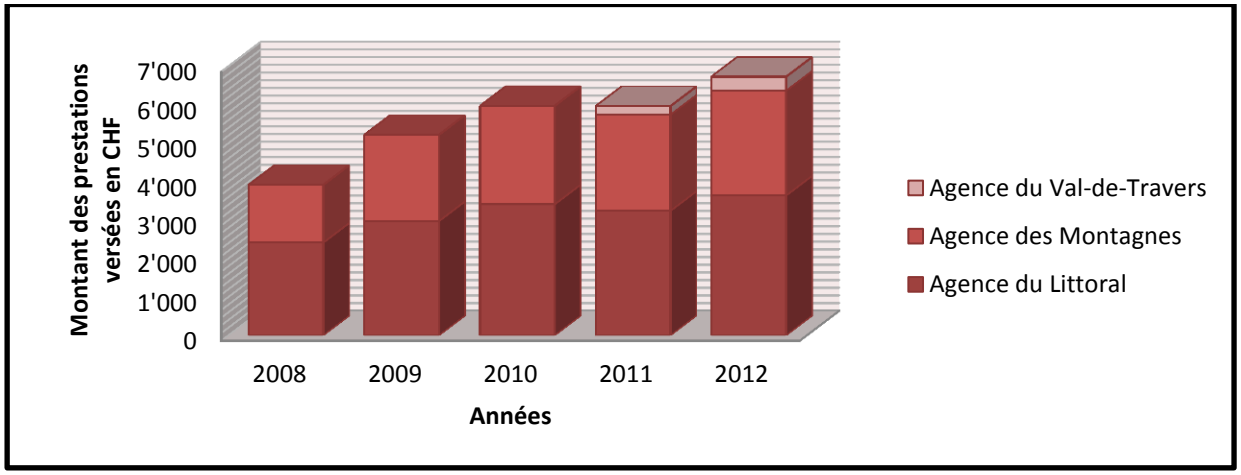
Les efforts se poursuivront en 2013 afin de répondre aux attentes du conseil d'administration en matière de maîtrise des coûts de fonctionnement et de satisfaction de nos clients.

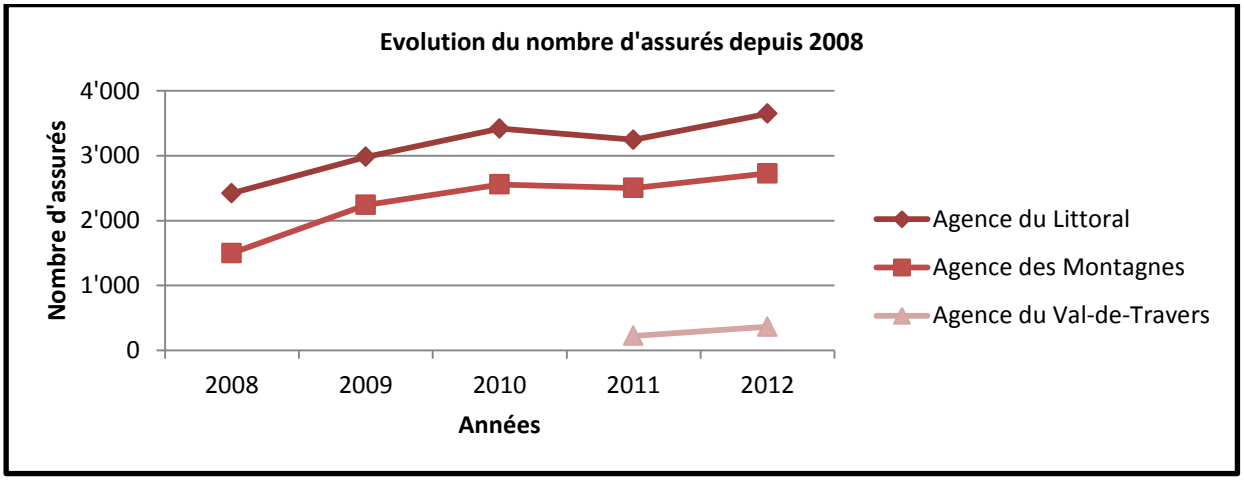
La direction et les collaborateurs de TAC Travail au Clair Sàrl tiennent à remercier les partenaires du projet chèque-emploi neuchâtelois pour leur disponibilité ainsi que leur souci constant de rechercher les solutions adéquates et simples.

TABLEAUX ET GRAPHIQUES RELATIFS A L'ÉVOLUTION DE L'INDEMNITÉ DE CHÔMAGE

Evolution du nombre d'assurés inscrits à la CCNAC depuis 2008

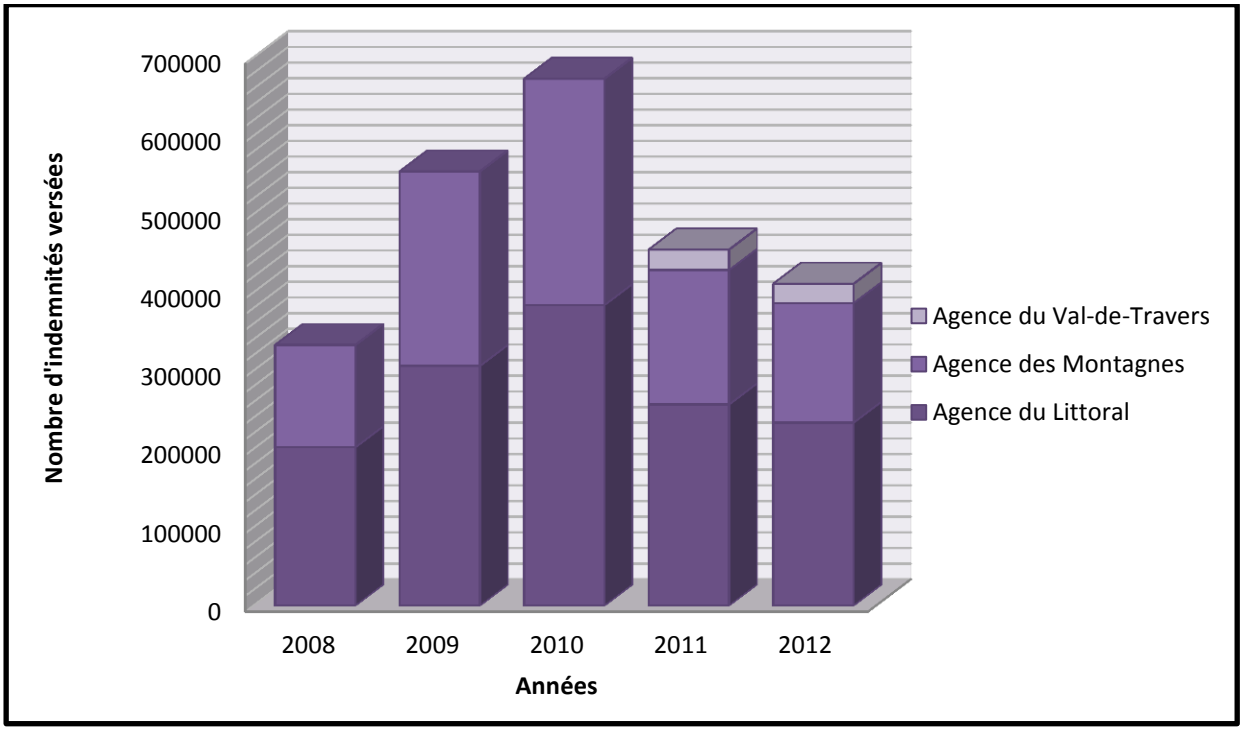
	2008	2009	2010	2011	2012
Agence du Littoral	2'421	2'981	3'418	3'246	3647
Agences des Montagnes	1'498	2'241	2'556	2'502	2726
Agence du Val-de-Travers	0	0	0	220	361
TOTAUX	**3'919**	**5'222**	**5'974**	**5'968**	**6734**

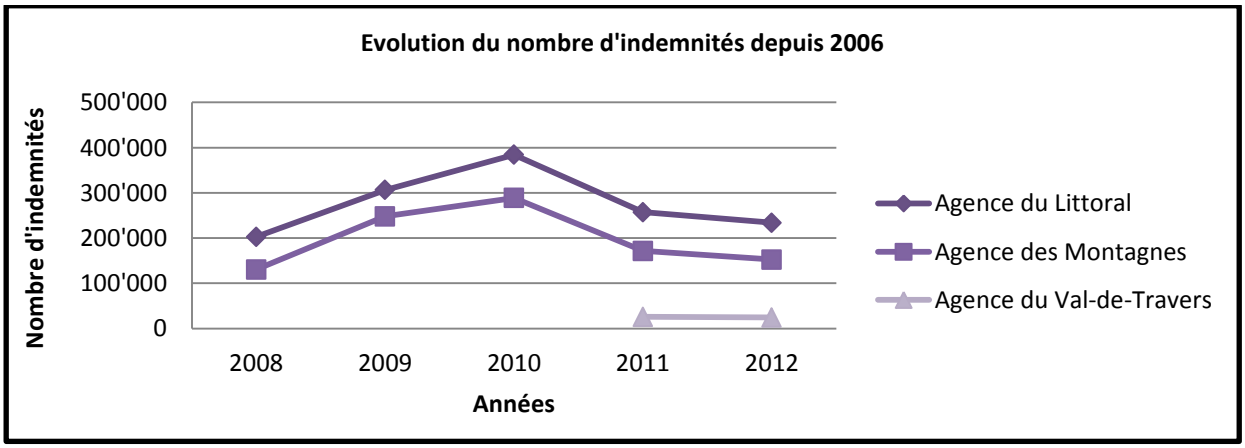




Evolution du nombre d'indemnités de chômage versées depuis 2008 par la CCNAC

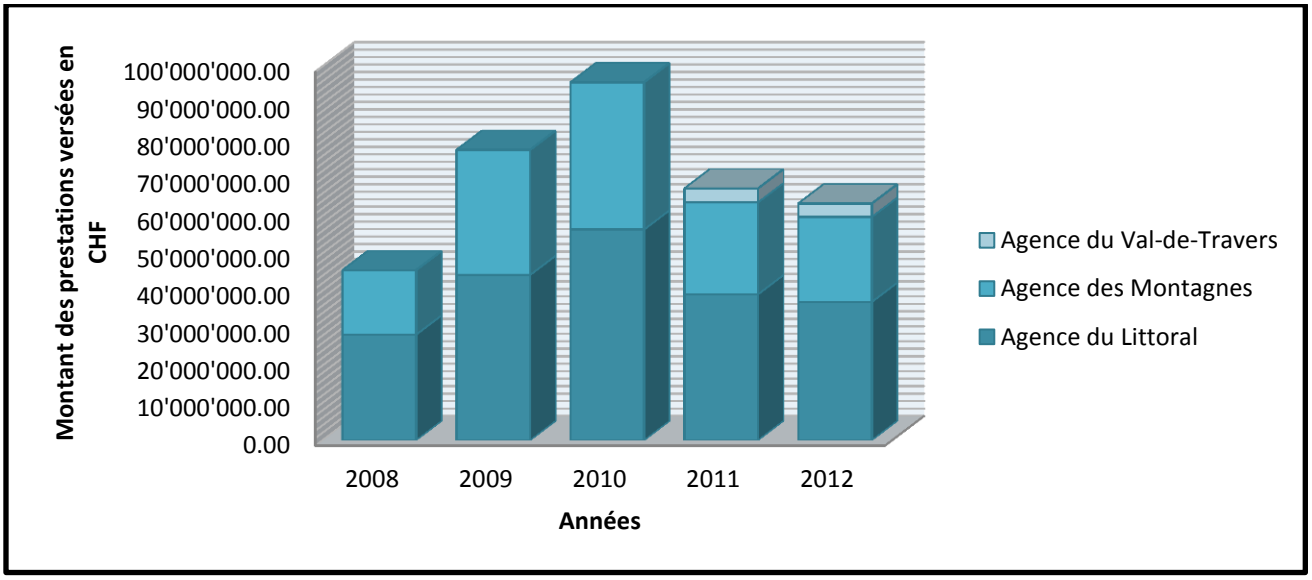
	2008	2009	2010	2011	2012
Agence du Littoral	202'639	306'524	384'305	257'308	234'037
Agences des Montagnes	130'420	248'178	288'800	171'723	152'673
Agence du Val-de-Travers	0	0	0	25'846	24'490
TOTAUX	**330'059**	**554'702**	**673'105**	**454'877**	**424'985**

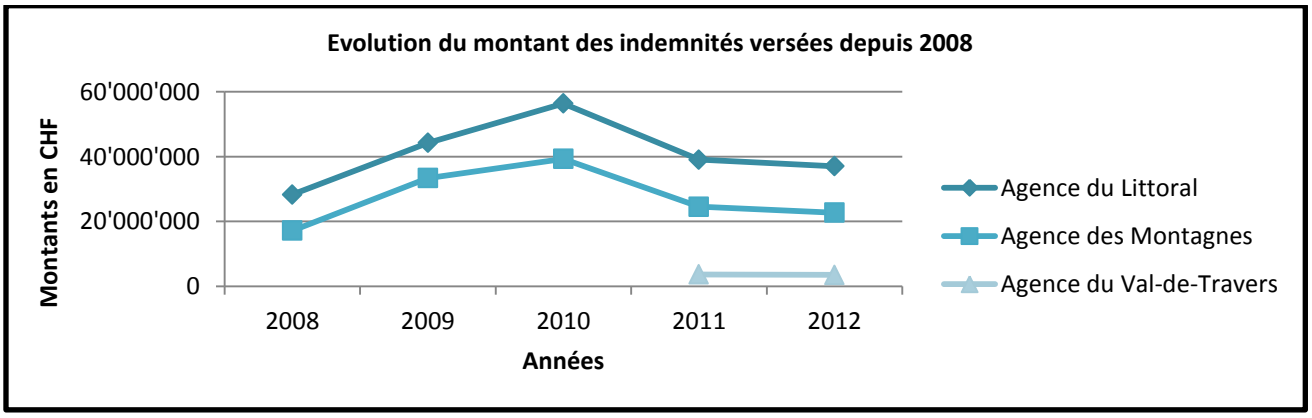




Evolution du montant des indemnités de chômage versées depuis 2008 par la CCNAC

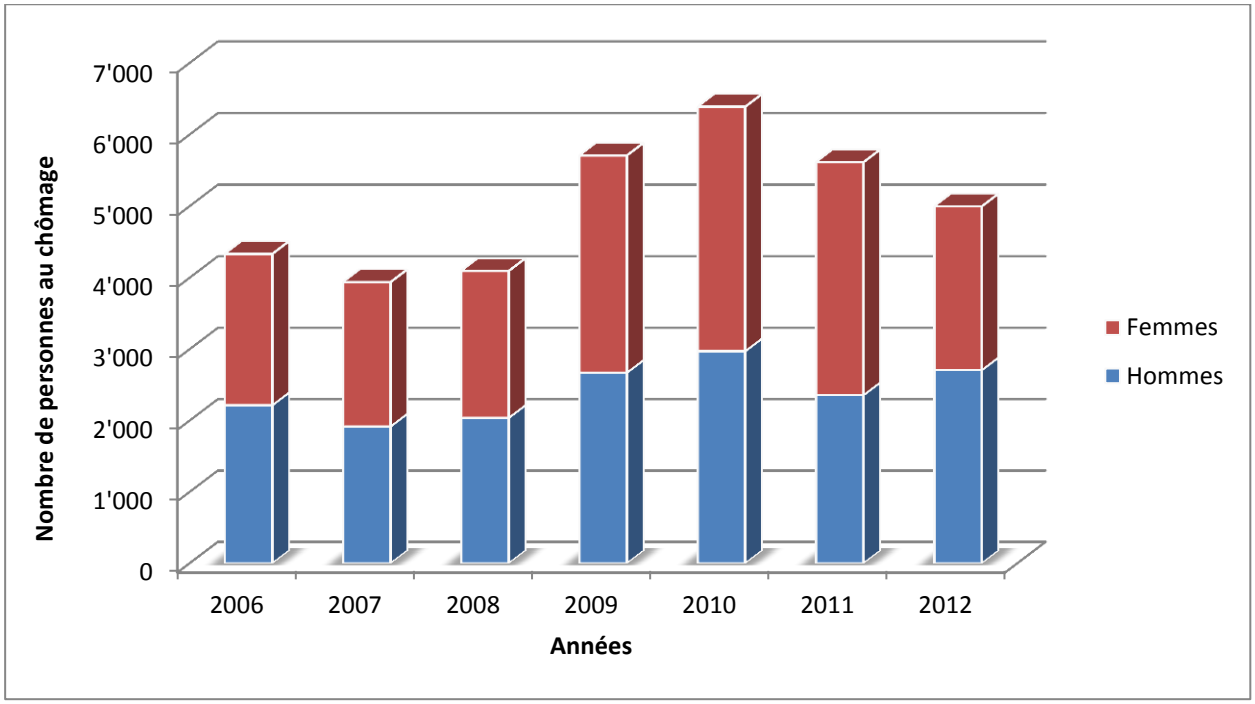
	2008	2009	2010	2011	2012
Agence du Littoral	Fr. 28'301'744	Fr. 44'263'493	Fr. 56'418'012	Fr. 39'085'035	Fr. 37'041'045
Agences des Montagnes	Fr. 17'185'817	Fr. 33'399'654	Fr. 39'317'944	Fr. 24'564'910	Fr. 22'727'598
Agence du Val-de-Travers	0	0	0	Fr. 3'696'838	Fr. 3'546'911
TOTAUX	**Fr. 45'487'562**	**Fr. 77'663'148**	**Fr. 95'735'957**	**Fr. 67'346'784**	**Fr. 63'315'555**



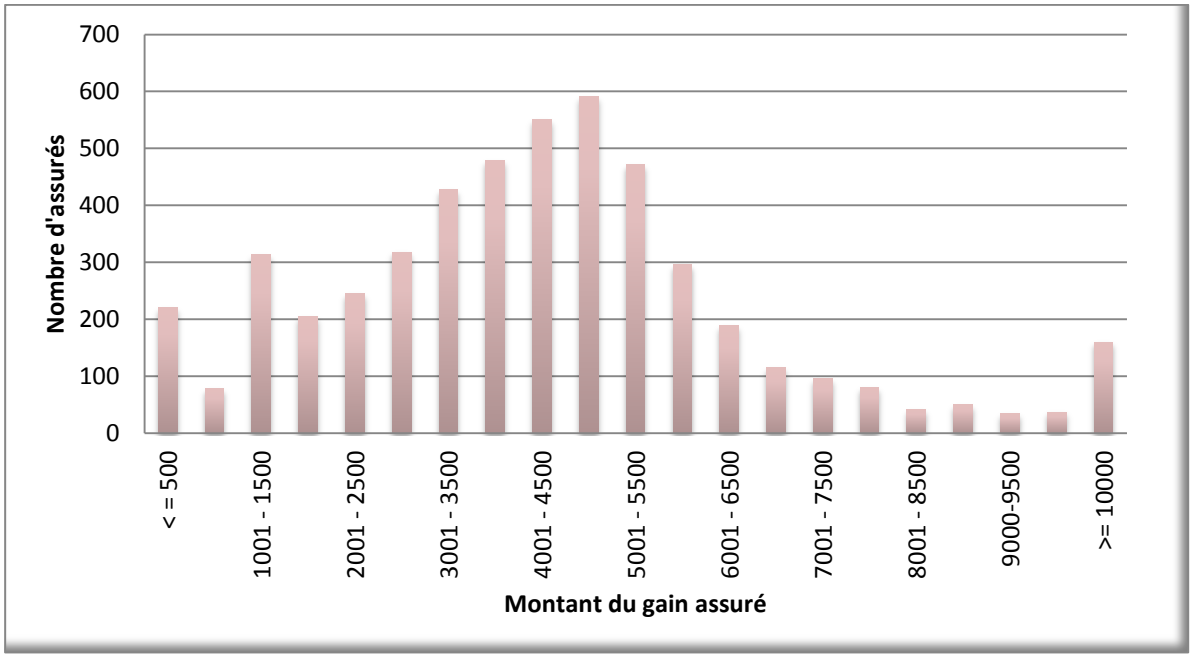


Evolution du nombre d'hommes et femmes au chômage depuis 2006

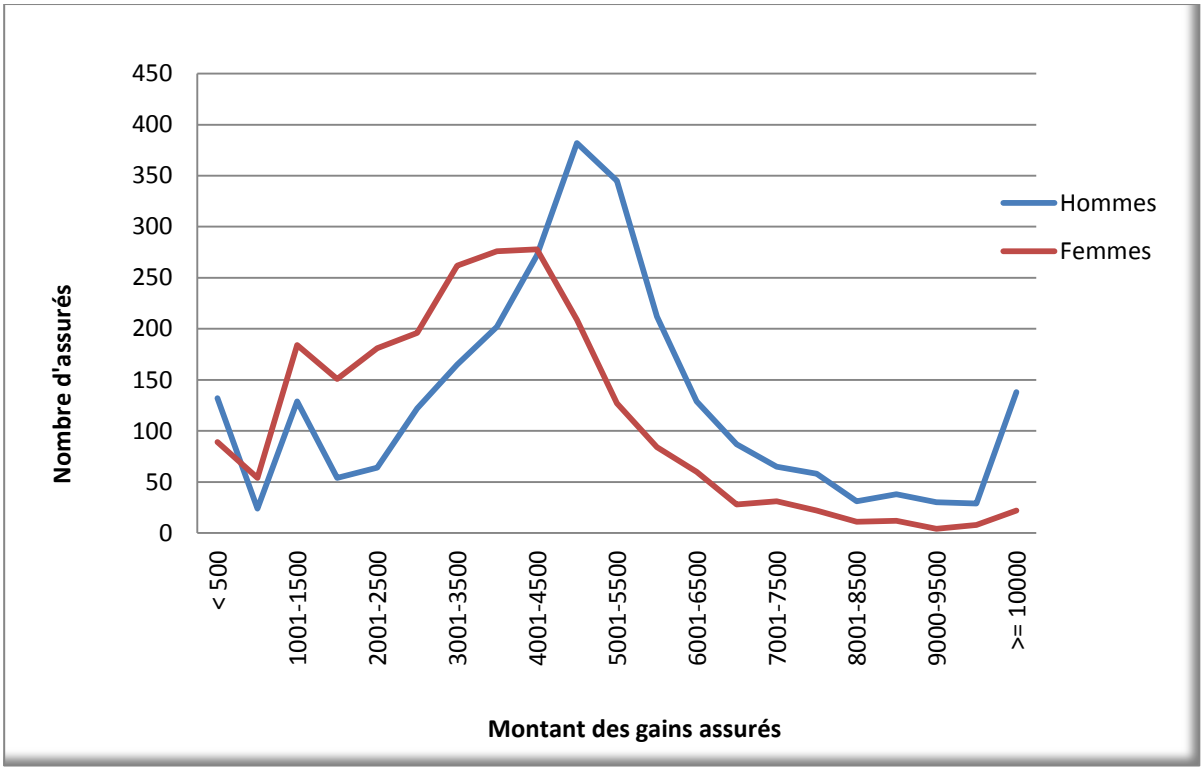
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de Femmes	2'118	2'021	2'056	3'036	3'415	3'257	2708
Nombre d'Hommes	2'216	1'918	2'039	2'672	2'973	2'357	2289
TOTAUX	4'334	3'939	4'095	5'708	6'388	5'614	4997



Nombre de personne par gain assuré en 2012



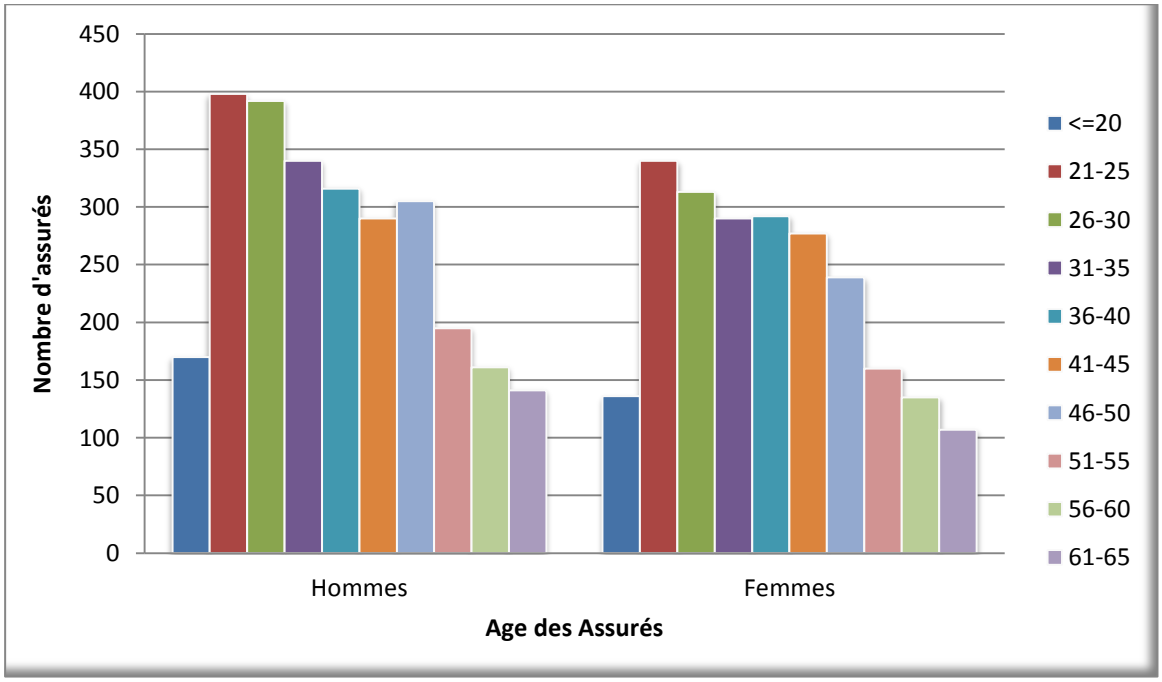
Comparaison entre femmes et hommes en 2012 par gain assuré



Nombre d'assurés par sexe et par classe d'âge en 2012

Tranches d'âge	<=20	21 – 25	26 - 30	31 - 35	36 – 40	41 – 45	46 - 50	51 - 55	56 - 60	61 - 65	**Total**
Hommes	170	398	392	340	316	290	305	195	161	141	**2708**
Femmes	136	340	313	290	292	277	239	160	135	107	**2289**
Nombre total de chômeurs	306	738	705	630	608	567	544	355	296	248	**4997**

Nombre de personnes par gain assuré



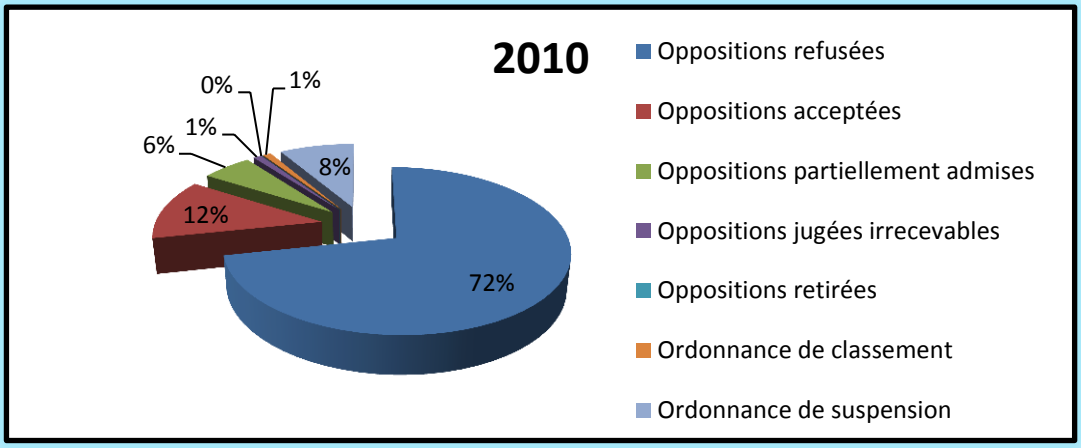
LE SERVICE JURIDIQUE

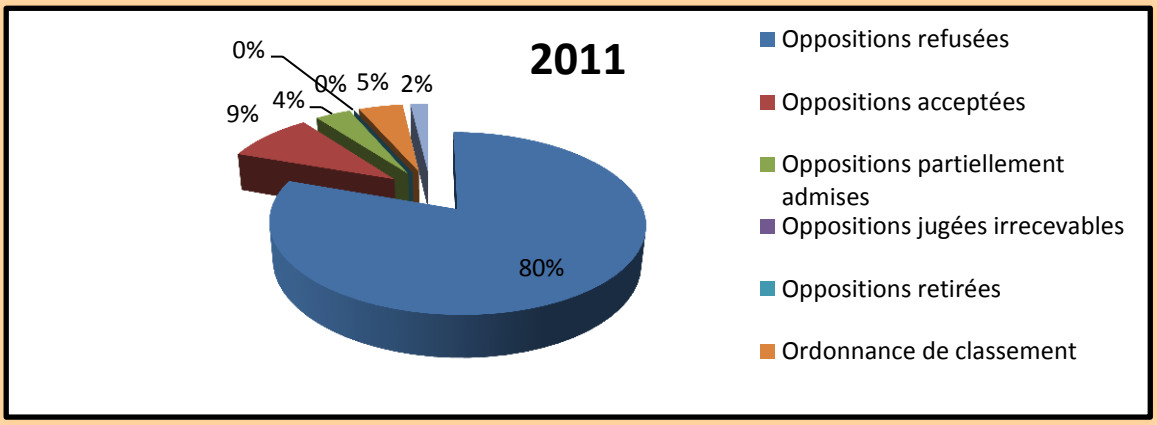
Dès le 1er janvier 2003, la nouvelle loi sur la partie générale des assurances sociales (LPGA) est entrée en vigueur. Les assurés disposent d'une possibilité de faire opposition aux décisions rendues par la CCNAC dans le cadre du traitement de leur dossier.

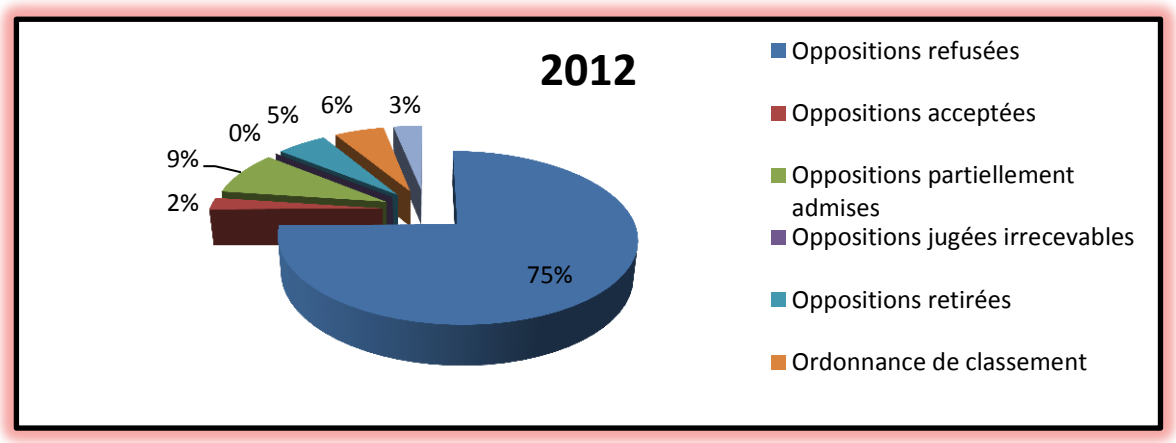
Pour 2012, 127 oppositions (107 en 2011) ont été déposées auprès de l'administration centrale.

Motif des oppositions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Refusées	59	66	56	85	76	86	95
Partiellement admises	0	0	3	1	6	4	3
Acceptées	12	7	8	10	13	10	11
Oppositions retirées	1	0	0	1	0	0	0
Jugées irrecevables	2	1	2	1	1	0	7
Ordonnances de classement	3	7	3	6	1	5	7
Ordonnances de suspension	3	5	2	3	9	2	4
TOTAL	**80**	**86**	**74**	**107**	**106**	**107**	**127**

Tendance des trois dernières années





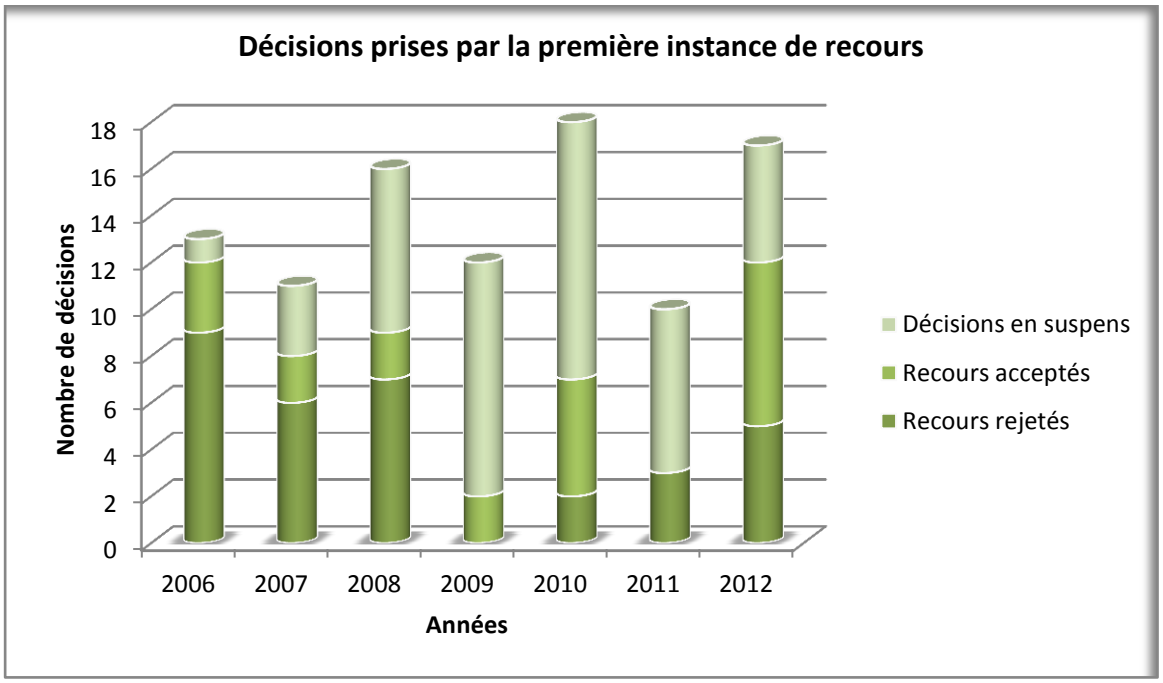


LES DECISIONS ADMINISTRATIVES

Motif des décisions	Année	Agence du Littoral	Agence des Montagnes	Administration Centrale+ agence de Fleurier	Total
Refus du droit aux indemnités à des personnes ne remplissant pas les conditions requises pour l'indemnisation	2008	241	279	0	520
	2009	353	375	0	728
	2010	278	282	4	564
	2011	314	313	0	627
	2012	**381**	**347**	**10**	**738**
Refus d'indemniser durant le délai légal de congé	2008	2	5	0	7
	2009	13	11	0	24
	2010	9	6	0	15
	2011	2	4	0	6
	2012	**8**	**7**	**0**	**15**
Violation des obligations découlant du contrat de travail ayant donné lieu à la résiliation de celui-ci	2008	45	40	0	85
	2009	77	59	0	136
	2010	47	53	0	100
	2011	71	53	0	124
	2012	**61**	**40**	**0**	**101**
Résiliation du contrat de travail par l'assuré, sans avoir retrouvé un nouvel emploi	2008	122	107	0	229
	2009	118	74	0	192
	2010	110	84	0	194
	2011	102	89	0	191
	2012	**137**	**106**	**0**	**243**
Remboursement d'indemnités indûment touchées	2008	133	118	2	253
	2009	148	112	1	261
	2010	141	207	1	349
	2011	208	203	0	411
	2012	**168**	**163**	**11**	**342**
Motifs divers	2008	13	6	1	20
	2009	86	14	0	100
	2010	34	21	5	60
	2011	52	20	0	72
	2012	**74**	**42**	**0**	**116**
TOTAUX	2008	556	555	3	1114
	2009	795	645	1	1441
	2010	619	653	10	1281
	2011	749	682	0	1431
	2012	**829**	**705**	**21**	**1552**

Les décisions prises par la première instance de recours / Cour de droit publique (CDP)

Motifs des décisions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recours rejetés	9	6	7	0	2	3	5
Recours acceptés /partiellement admis / renvoi CCNAC	3	2	2	2	5	0	7
Décisions en suspens au 31 décembre 2012 (à la CDP)	1	3	7	10	11	7	5
TOTAUX	**13**	**11**	**16**	**12**	**18**	**10**	**17**



INDEMNITÉS VERSÉES AUX ENTREPRISES

La CCNAC est à disposition des entreprises sises dans le canton afin de leur verser des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) et des indemnités en cas d'intempéries (INT).

En revanche, au niveau cantonal, elle est seule compétente pour le versement des indemnités en cas d'insolvabilité (ICI). En 2012, la CCNAC a versé les prestations suivantes :

		Nombre d'entreprises indemnisées	Perte de travail en heures	Montant total des indemnités versées
	RHT			
2012		**73**	**251'831**	**8'237'760.25**
2011		**100**	**108'159**	**2'979'413.80**
2010		**289**	**1'194'451**	**32'701'768.10**
2009		**295**	**1'740'835**	**48'414'760.80**
2008		**10**	**15'183**	**331'040.85**

	INT			
2012		**51**	**48'255**	**1'253'218.45**
2011		**14**	**10'085**	**230'0731.05**
2010		**29**	**45'178**	**1'194'453.40**
2009		**44**	**55'671**	**1'388'668.75**
2008		**9**	**7'645**	**150'414.70**

	ICI			
2012		**17**		**2'845'037.05**
2011		**15**		**280'003.20**
2010		**18**		**407'844.15**
2009		**28**		**1'380'211.85**
2008		**20**		**568'735.85**

Les chiffres clés

		2007	2008	2009	2010	2011	2012
IC	Indemnité journalière de chômage nette moyenne	136.05	138.10	146.55	142.25	153.75	159.15
IC	Durée de l'indemnisation moyenne	89.24	83.79	106.22	113.71	77.55	86.2
RHT	Salaire horaire moyen y compris bonification charges sociales	21.54	21.80	27.81	29.05	27.72	32.71
INT	Salaire horaire moyen y compris bonification des charges sociales	27.09	19.67	24.94	26.43	22.87	25.97

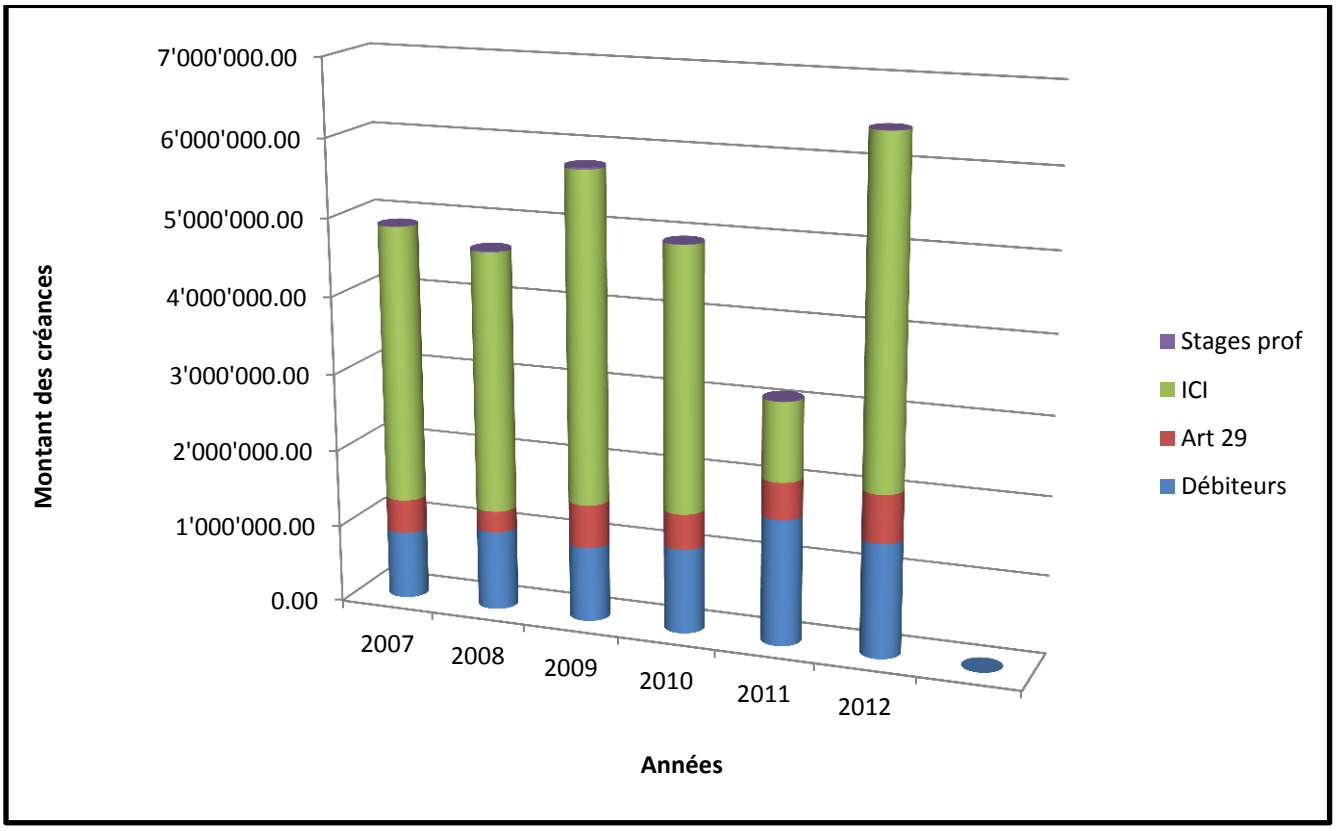
Chiffres pour l'ensemble du pays, transmis à titre indicatif en Francs

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
IC	3'279'900'000	3'066'400'000	4'480'700'000	5'025'200'000	4'157'900'000	4'277'100'000
RHT	11'900'000	17'900'000	997'300'000	538'800'000	96'400'000	157'500'000
INT	14'100'000	20'800'000	76'500'000	72'500'000	27'000'000	97'800'000
ICI	28'700'000	26'400'000	36'000'000	27'200'000	21'900'000	36'600'000

LA COMPTABILITÉ

Evolution des créances de la caisse entre 2007 et 2012

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Débiteurs	Fr. 868'955.35	Fr. 1'024'661.73	Fr. 962'473.95	Fr. 1'088'267.35	Fr. 1'616'897.30	Fr. 1'462'878.15
Art. 29 LACI	Fr. 437'043.80	Fr. 272'326.40	Fr. 557'683.80	Fr. 456'841.90	Fr. 474'388.80	Fr. 615'405.10
ICI	Fr. 3'558'383.57	Fr. 3'339'252.75	Fr. 4'225'722.60	Fr. 3'373'540.40	Fr. 1'010'261.35	Fr. 4'360'099.00
Stages prof.	Fr. 5'602.00	Fr. 15'821.35	Fr. 26'289.85	Fr. 7'641.85	Fr. 1'509.15	Fr. 4'798.55
TOTAUX	**Fr. 4'869'984.72**	**Fr. 4'652'062.23**	**Fr. 5'772'170.20**	**Fr. 4'926'291.50**	**Fr. 3'103'056.60**	**Fr. 6'443'180.80**



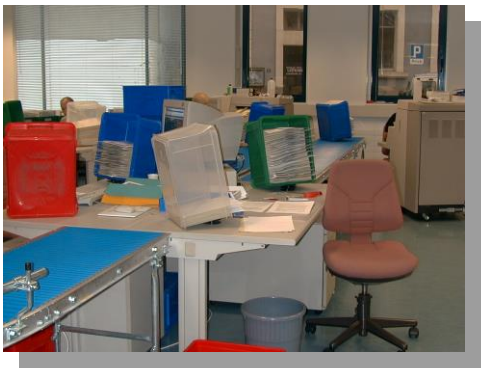
Compte d'exploitation 2012	Dépenses CHF	Recettes CHF
Indemnités de chômage	66'318'794.55	
Indemnités de réduction de l'horaire de travail	8'237'760.25	
Indemnités en cas d'intempéries	1'253'218.45	
Indemnités en cas d'insolvabilité	3'967'244.45	
Frais de projet	11'081'595.15	
Allocations de formation	719'879.20	
Cotisations sociales sur allocation de formation	76'358.30	
Frais de cours	1'188'671.80	
Allocations d'initiation au travail	872'397.35	
Frais de déplacements quotidien	4'426.80	
Frais de déplacements, séjours hebdomadaires	11'791.65	
Frais de justice et de procédure	14'205.00	
Frais de poursuites	17'701.50	
Bonification risque de responsabilité du Fondateur	6'002.00	
Frais d'administration	3'608'320.50	
Intérêts débiteurs LPGA	3'200.75	
Autres amortissements	400.00	
Différence d'arrondi (dépenses)	4.80	
Avances accords bilatéraux	19'829.10	
Recettes d'insolvabilité		438'005.80
Recettes stage professionnel		45'411.10
Remboursement anciennes prestations		339.50
Recettes responsab. Fond. CCh39–IFA non agréées		13'147.25
Retenues AVS sur IC/MP		3'355'535.40
Retenues LPP		389'871.60
Retenues AANP		1'719'556.10
Restitution frais justice et dépens		700.00
Recette de frais de poursuites		7'937.80
Intérêts actifs		11'344.80
Différences d'arrondi (recettes)		14.00
Recettes diverses		1'500.00
Avances pour paiements		92'500'000.00
Exportation des prestations accords bilatéraux		46'595.95
Sous-totaux	**97'401'801.60**	**98'529'959.30**
Solde positif exercice 2012	1'128'157.70	
TOTAUX	**98'529'959.30**	**98'529'959.30**

Bilan 2012		Actifs CHF	Passifs CHF
Caisses		2'148.65	
Banques		2'700'120.33	
Demandes de restitution		1'462'878.15	
Avances aux assurés		245'601.35	
Créances art. 29 LACI		615'405.10	
Créances d'insolvabilité		4'360'099.00	
Créances stage professionnel		4'498.55	
Créances responsabilité Fondateur CCh Fleurier		430'249.85	
Caisse de l'Etat		50'802.00	
Impôt anticipé à recouvrer		657.30	
Actifs transitoires		244'497.10	
Mobilier et machines de bureau		25'700.00	
Logiciel		61.00	
Matériel informatique		47'427.00	
Transformation des locaux / immobilier		45'652.00	
Dettes à court terme IC MMT INT RHT ICI AEP			28598.60
Compte de passage Retour provision de la GB			64.00
Provision art. 29 LACI			615'405.10
Provision insolvabilité			4'360'099.00
Provision stage professionnel			7'940.85
Créanciers frais administratifs			51'109.60
Passifs transitoires			1'959.90
Sous-totaux		**10'236'097.18**	**5'065'177.05**
Fonds de roulement au 01.01.2012	CHF 4'042'762.43		
Solde positif de l'exercice 2012	CHF 1'128'157.70		
Capital au 31.12.2011			5'170'920.13
TOTAUX		**10'236'097.18**	**10'236'097.18**

NB : Dès le 1er novembre 2008, le centre suisse de microfilmage ainsi que la caisse interprofessionnelle de chômage de Fleurier ont été intégrés dans la comptabilité de la CCNAC.

LE CENTRE SUISSE DE MICROFILMAGE

Créé à fin 1993, le Centre suisse de microfilmage dispose d'une surface de travail de 310 m^2 pour exercer son activité.



Matériel d'archivage du centre de microfilmage

3 caméras Kodak (Imagelink Microimager 70)

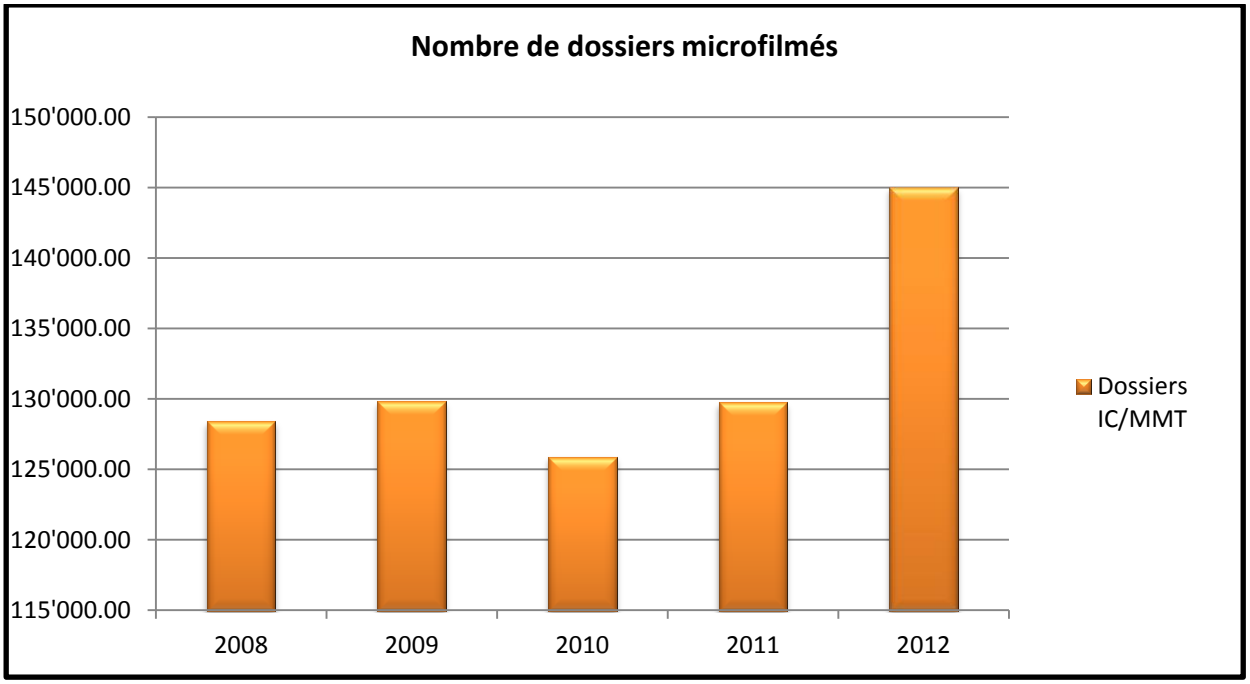
1 laboratoire de développement Kodak
(Prostar II processor)

Statistique des machines

	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de films utilisés	2046	2062	1926	1926	2120
Utilisation de la machine à développer en heures	764	766	725	716	773

Volume microfilmé

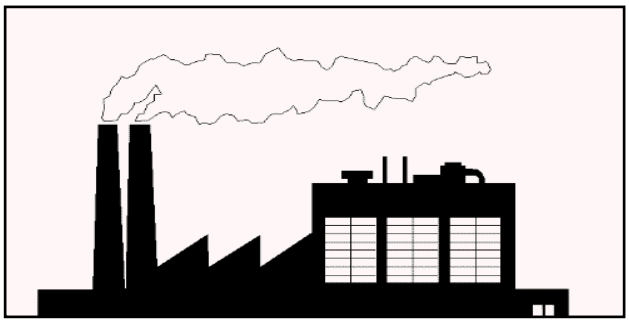
	Dossiers				Nombre de pages			
	2009	***2010***	***2011***	***2012***	***2009***	***2010***	***2011***	***2012***
Dossiers IC/MMT (moy. 60.1 pages)	129'816	125'893	129'738	144'983	7'801'940	7'566'173	7'797'244	8'713'467
Dossiers RHT/INT/ICI	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers (mandat externe)	-	-	-	-	375	6'771	53	-
Comptabilité	-	-	-	-	162'067	54'258	45'261	-
Total	**-**	**-**	**-**	**-**	**7'964'382**	**7'627'202**	**7'842'558**	**8'713'467**

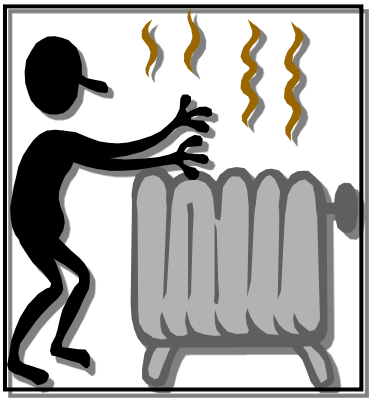


Volume des données détruites

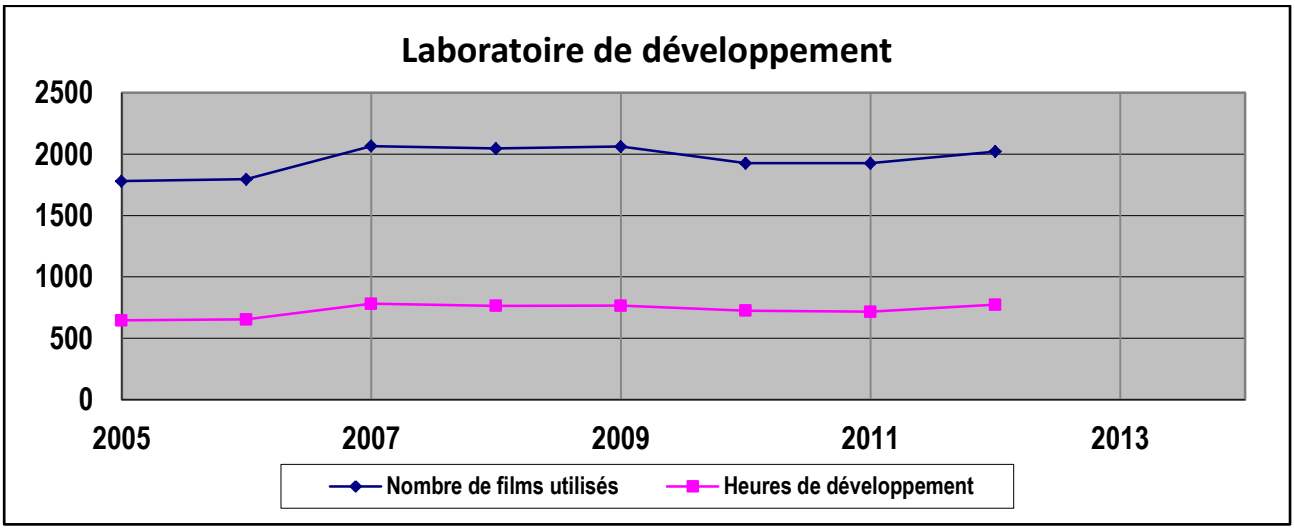
Année de destruction	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de tonnes	46.21	35.5	45.6	38.31	46.5

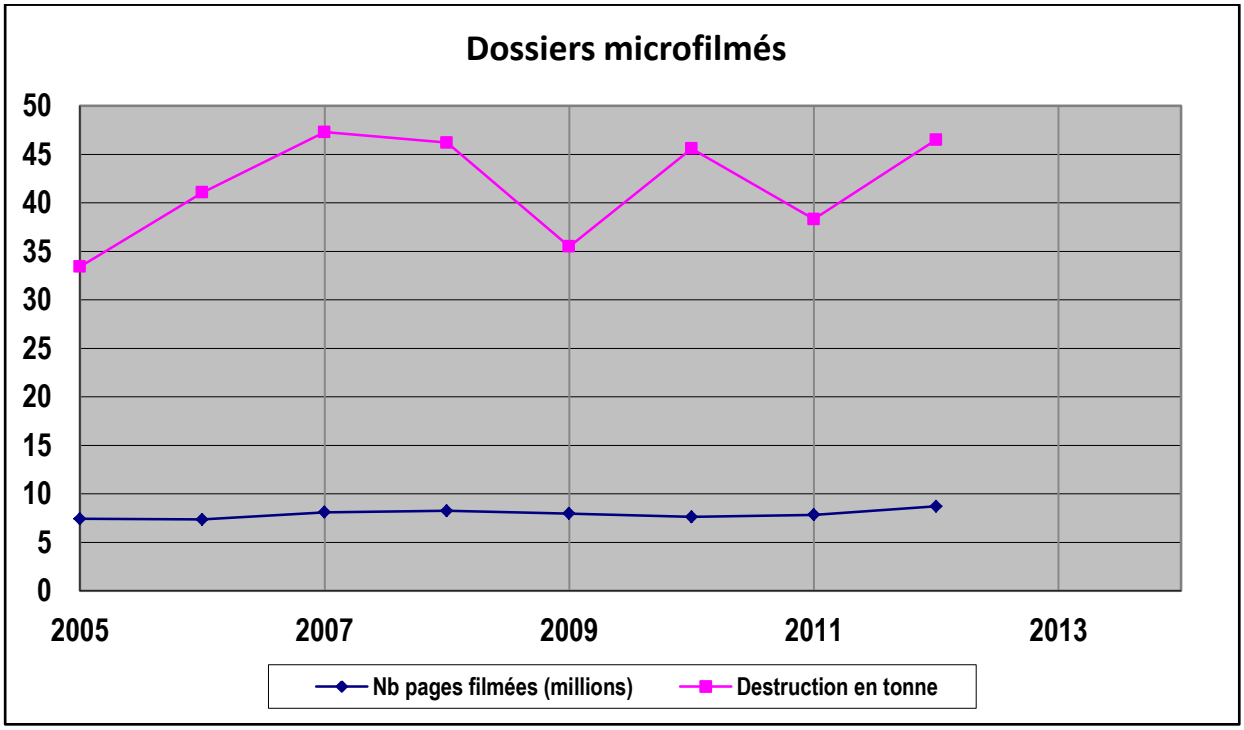
Le Centre régional d'incinération des ordures à La Chaux-de-Fonds est chargé de détruire (sous contrôle) tous les dossiers microfilmés.





50'000 tonnes d'objets incinérés permettent de chauffer 12'000 habitants pendant une année


Laboratoire de développement
2500
2000
1500
1000
500
0
2005
2007
2009
2011
2013
Nombre de films utilisés
Heures de développement


Dossiers microfilmés
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
2005
2007
2009
2011
2013
Nb pages filmées (millions)
Destruction en tonne

FONDS CANTONAL D'INSOLVABILITÉ

Depuis le 1er janvier 1999, la CCNAC est chargée de l'application des dispositions légales du Fonds cantonal d'insolvabilité (anciennement loi Mamie).
A cette date, les prestations auxquelles peuvent prétendre les assurés se composent de la part du 13ème salaire et des vacances pour une période maximale de 6 mois en complément à l'intervention de la LACI ; sous réserve des autres conditions du droit contenues dans la loi et le règlement des mesures de crise.

Par un arrêté du 25 mai 2005, le Conseil d'Etat a modifié l'étendue des prestations. Dès cette date, seule la part du 13ème salaire peut être prise en compte par le biais de l'indemnité en cas d'insolvabilité cantonale. Cette limitation des prestations a produit les effets escomptés et la diminution des charges s'est pleinement fait ressentir. Néanmoins, il convient de souligner que seul le canton de Neuchâtel dispose d'une telle prestation qui vient en complément de la LACI.

Suite à une évaluation approfondie de cette prestation et compte tenu du montant des sommes versées, le Conseil d'Etat a décidé de supprimer l'indemnité cantonale en cas d'insolvabilité dès le 1er janvier 2012. Des interventions ciblées seront néanmoins possibles par le biais de la Fondation neuchâteloise de secours aux chômeurs.

Les charges comptabilisées durant l'année 2012

Entreprises	Montants	
Bieler & Fils SA	Fr.	472.85
C.P.H.M. - Société Coopérative de Production Horlogère et de Miniaturisation	Fr.	10'300.55
TOTAL	**Fr.**	**10'773.40**

Cinquante heures de travail ont été accomplies pour le compte du Fonds cantonal d'insolvabilité; ce qui représente des frais d'administration de Fr. 2'772.65.

Ecritures 2012

Par ailleurs, les écritures suivantes ont été enregistrées durant l'exercice 2012, à savoir :

Faillite	Dividende		Amortissement		Motif
Bieler & Fils SA	Fr.	1'514.50	Fr.	1'124.90	Dividende + ADB
C.P.M.H Société Coopérative …	Fr.	2'976.70	Fr.	7'323.85	Dividende + ADB
Luppi SA, Chauffage, ventilation	Fr.	1'108.90	Fr.	631.40	Dividende +ADB
Totaux	**Fr.**	**5'600.10**	**Fr.**	**9'080.15**	

Compte d'exploitation 2012

Dépenses			Recettes		
Indemnités ICI	Fr.	10'773.40	Avance pour paiements	Fr.	00.00
Honoraires (Fiduciaire)	Fr.	1'080.00	Intérêts actifs	Fr.	172.40
Frais bancaires	Fr.	24.00	Dividendes ICI	Fr.	5'600.10
Frais administratifs	Fr.	2'772.65	Solde au 31.12.2012	Fr.	8'877.55
Totaux	**Fr.**	**14'650.05**		**Fr.**	**14'650.05**

Bilan 2012

Bilan insolvabilité cantonale	Actifs		Passifs	
Banque	Fr.	148'865.65		
Impôts anticipé à recouvrer	Fr.	60.35		
Créances d'insolvabilité	Fr.	16'637.40		
Créanciers frais administration			Fr.	2'772.65
Provision insolvabilité			Fr.	16'637.40
Fonds de roulement			Fr.	146'153.35
Totaux	**Fr.**	**165'563.40**	**Fr.**	**165'563.40**

SUBVENTIONS CANTONALES AUX PRIMES APG (Assurance perte de gain)

Tableau Année 2012

	Nombre d'assurés	Montant indemnisé
Nouveau droit	21	Fr. 17'085.80
Ancien droit	37	Fr. 56'044.35
TOTAL	58	Fr. 73'130.15

Dès le 1er janvier 1999, suite à la résiliation du contrat collectif conclu avec Avenir-Assurances, les personnes sans emploi ne disposent plus d'une couverture automatique de la perte de gain, en cas de maladie.

Afin de pallier à cette carence du droit fédéral, le canton a décidé de mettre en place un système de subventionnement des primes pour les personnes souhaitant conclure volontairement une assurance perte de gain durant une période de chômage.

Dès le 1er juillet 2002 et compte tenu des expériences acquises, l'âge permettant de bénéficier de cette prestation a été abaissé de 50 à 45 ans. De plus, le nouveau barème a privilégié les personnes avec charges familiales par une augmentation du montant de la subvention.

Durant l'année 2012, 58 personnes (96 en 2011) ont bénéficié de cette mesure. Le montant versé à titre de subvention s'élève à Fr. 73'130.15 (Fr. 112'619.65. en 2011).

	Nombre de bénéficiaires	Total des indemnités versées
2012	58	Fr. 73'130.15
2011	96	Fr. 112'619.65
2010	126	Fr. 155'622.75
2009	98	Fr. 108'710.10
2008	101	Fr. 115'488.15

CONCLUSIONS

Le soussigné remercie principalement le personnel de la CCNAC de sa précieuse collaboration et des efforts importants consentis durant cette période particulièrement chargée. Sans cette disponibilité sans faille et les compétences acquises au fil des années, les prestations n'auraient pas pu être servies dans les délais appropriés.

Nous tenons également à remercier les collaborateurs du Seco pour le soutien apporté.

CAISSE CANTONALE NEUCHÂTELOISE
D'ASSURANCE-CHÔMAGE
Administration centrale
Le directeur

P. Guillet